

# L'extrême droite partout. Pourquoi ? Quelques notes

Alain Caillé

Le texte suivant a été rédigé pour servir de support à une communication présentée à l'Université d'été d'Utopia (coorganisée à Sète avec les convivialistes les 20-23 octobre 2022) sur le thème des raisons du déclin mondial des idéaux démocratiques et humanistes et des remèdes possibles à y apporter. Intervenait dans la même session Elisabeth Dau et Patrick Viveret. L'état de santé d'Edgar Morin, également prévu dans cette table ronde, ne lui a pas permis de s'y joindre. La nécessité de présenter en une demi-heure tout un ensemble d'idées complexes à un public plus militant qu'académique explique le caractère extrêmement ramassé et cursif de l'ensemble. Sur chaque point abordé, il y aurait des dizaines, des centaines de références à mentionner. Il a fallu faire au plus court, et au plus simple possible.

## Préambule

Comme mon propos pourra apparaître complexe, voire hyper-complexe, pour le dire dans les termes d'Edgar Morin (en espérant qu'il ne soit pas juste filandreux), il ne sera peut-être pas inutile que je dise en introduction... quelques mots de la conclusion à laquelle je veux aboutir. Toute la jeunesse est à juste titre particulièrement anxieuse face au réchauffement climatique et à toutes les conséquences dramatiques qu'il va entraîner. Comment ne le serait-on pas avec elle ? Chaque jour, les experts commencent à découvrir avec effarement que leurs scénarios les plus pessimistes étaient peut-être trop optimistes encore, et que les dégradations environnementales s'accroissent à un rythme vertigineux. Il est donc bien compréhensible que les jeunes se mobilisent avant tout sur les enjeux climatiques. Ma conviction toutefois est que nous n'avons à peu près aucune chance d'avancer de manière décisive sur ce front si nous ne réussissons pas à sortir de l'hégémonie que le capitalisme rentier et spéculatif exerce sur la planète, et l'idéologie néolibérale sur les esprits. À s'en tenir au seul constat des dégâts qu'ils génèrent, on ne comprend pas pourquoi dans les pays où se tiennent encore des élections à peu près libres la majorité des électeurs ne vote pas pour des forces progressistes, mais portent au pouvoir soit des champions déclarés du néolibéralisme soit des représentants d'une forme ou une autre de droite extrême qui amplifie encore plus les ravages du capitalisme rentier et spéculatif. Comment l'expliquer ? Je voudrais suggérer ici que cette situation presque incompréhensible ne s'éclaire pleinement qu'à la lumière des tensions inhérentes à l'idéal démocratique. Et que, en conséquence, nous n'aurons une chance de sortir du néolibéralisme — et donc de nous attaquer réellement à la crise environnementale — qu'en approfondissant et en

stabilisant notre perception de la démocratie à laquelle nous aspirons.

\*\*\*

La lecture du bon livre de Pablo Stefanoni, *La rébellion est-elle passée à droite ?*<sup>1</sup>, m'a appris que j'étais un SJW, un *social justice warrior*, un combattant de la justice sociale, comme nous le sommes tous ici à Sète à l'université d'été d'Utopia. Elle m'a aussi appris qu'à ce titre j'étais un des multiples spécimens d'une espèce en voie de disparition selon les tenants de l'extrême-droite. Extrême droite ? Faut-il dire extrême droite, néofascisme, post-fascisme, populisme de droite, illibéralisme, autoritarisme, etc. ? Chacune de ces qualifications, on s'en doute, présente des avantages et des défauts. Retenons, au moins pour l'instant, l'appellation commode d'*extrême droite* — ou disons plutôt de *droite extrême* pour lui donner une dimension de plus grande généralité —, qui permet de regrouper de multiples variantes, souvent opposées, selon les périodes, les auteurs ou les pays. Certaines exaltent le peuple ou, au contraire, comme dans le cas des libertariens passés à l'extrême droite, uniquement la liberté individuelle placée au-dessus de tout ; certaines sont autoritaires et nationalistes ou libertaires ; étatistes ou ne croyant qu'au marché, ou les deux ; climato-sceptiques ou écologistes radicales (intégrales) ; violemment anti féministes ou féministes, modérées voire radicales ; religieuses ou anti-religieuses ; fanatiquement homophobes ou ouvertes à l'homosexualité, au moins masculines (même si ce sont plutôt, en sens inverse, les homosexuels, les gays ou les lesbiennes, dont certains basculent vers la droite extrême par peur ou horreur de l'homophobie islamiste) ; racistes déclarées ou défenseurs acharnés de la préférence

---

<sup>1</sup> La Découverte, 2022

nationale et culturelle ; se réclamant d'une filiation avec le fascisme (voire le nazisme) historique, l'abjurant ou prétendant le combattre ; se disant partisans de la démocratie ou, au contraire l'abominant ; se développant sur le terreau du parlementarisme occidental ou florissant sur les décombres du communisme étatique, etc.

On le voit, les variantes de la droite extrême sont multiples, mais si elles ont un point en commun avoué, outre la xénophobie et la haine des immigrés (pivot commun à toutes les variantes), c'est d'abord la détestation des SJW. Les combattants de la justice sociale sont détestables selon elle, parce que confits dans leur bonne conscience et leur prêchi-prêcha humanitaire, appuyés sur les *médias* légitimes et l'Université, convaincus de leur supériorité intellectuelle, ils donnent des leçons de morale à tout le monde. Ils se disent critiques, mais leur critique est purement verbale et illusoire, car ils ne sont en réalité que des suppôts du Système, ce système qui nous oppresse et contre lequel il faut se dresser au plus vite. Et puis, plus simplement, les SJW ne sont pas drôles. Avec eux, on ne rigole pas. Pour rigoler, il faut transgresser des règles, violer des tabous. Or les SJW ne transgressent rien (ou trop) puisque, au contraire, ce sont eux qui formulent les interdits Et enfin, surtout, contrairement à leurs beaux discours, ils ne sont pas du côté du peuple. Sous couvert de le servir, ils sont en réalité inféodés aux élites.

Je viens d'essayer de saisir en quelques mots les traits principaux de la lame de fond qui s'abat depuis une dizaine d'années désormais sur le monde et qui, avec la victoire des Trump, Bolsonaro, Duterte, Orban, Meloni et tant d'autres, risque de balayer définitivement les idéaux démocratiques et humanistes dont tout le monde (et pas seulement Frances Fukuyama) croyait, après la chute du Mur de Berlin en 1989, qu'ils étaient en passe de triompher sur la planète entière. D'où naît cette lame de fond ? Qu'est-ce qui l'alimente ?

Une première réponse simple est à portée de main : la réponse économique (*it's the economy, stupid*). Elle comporte une bonne part de vérité. La mondialisation néolibérale est loin d'avoir tenu ses promesses (et l'Europe néolibérale non plus). La captation d'une énorme rente par une super-élite financière mondiale a débouché sur une dégradation considérable des conditions de vie matérielles des classes populaires et moyennes (et même moyennes-supérieures) dans les pays occidentaux et bien au-delà. Les services sociaux et les infrastructures publiques périclitent, notamment en France où ce

déclin est vécu d'autant plus douloureusement que les Français étaient et sont encore particulièrement attachés à leurs services publics. Mais, aussi séduisante et pertinente soit-elle, cette réponse ne saurait suffire. Elle ne permet pas d'expliquer la profusion des variantes qui prospèrent à l'extrême droite — d'ailleurs symétrique de celle des variantes de la gauche —, et encore moins la puissance des passions qui se déchaînent (c'est le mot) aujourd'hui. Et, d'ailleurs, cette montée en puissance de la droite-extrême ne se produit pas seulement dans les pays occidentaux, mais partout, et même dans des pays où la globalisation néolibérale a permis une élévation sensible du niveau de vie moyen et l'apparition d'une riche classe moyenne.

Une autre réponse simple et également éclairante est que les occidentaux blancs, et plus particulièrement les hommes blancs, réagissent avec violence au déclin de la domination qu'ils ont exercée sur le monde en général et sur les femmes en particulier. Il y a là aussi une bonne part de vérité, mais qui se heurte à aux moins deux considérations. La première est que la montée de la droite extrême ne survient pas seulement en occident, mais dans le monde entier, en Inde, en Chine, en Égypte, aux Philippines, etc. bref, dans des mondes non blancs. La seconde est que c'est encore en occident qu'on trouve le plus de résistance aux assauts de l'extrême droite (même si les digues se font de plus en plus fragiles) et que c'est en occident que s'est inventée la démocratie moderne.

Pour comprendre les raisons de cette déferlante extrême-droitière il faut faire retour sur l'idée même de démocratie et sur les tensions qui la nourrissent et la travaillent à la fois.

### **L'idée même de démocratie**

Il existe une bonne vingtaine de définitions différentes de la démocratie. Sa caractérisation la plus célèbre est celle de Churchill : « le pire des régimes à l'exception de tous les autres ». Elle est profondément juste, mais ce n'est pas une définition. L'autre définition, célébriissime, est celle d'Abraham Lincoln : « le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple ». Elle a le mérite de faire apparaître d'emblée une bonne partie des problèmes qui vont se poser à la démocratie : qu'est-ce qu'un peuple ? Qui en fait partie ? Peut-il se gouverner en tant que tel, ou doit-on gouverner pour lui ? Autrement dit, la démocratie doit-elle être directe, représentative ou technocratique ?

Dans le cadre de cette vision générale de la démocratie, il est possible de distinguer deux grandes manières de la caractériser : par ses institutions ou par son esprit. D'un point de vue institutionnel, la démocratie suppose l'existence de la liberté de penser, d'un pluralisme des partis et de la presse, d'élections libres, le respect des droits de l'homme, la séparation de l'exécutif, du législatif et du judiciaire.

Ces réquisits institutionnels s'inspirent, bien sûr, d'un certain esprit. Les institutions démocratiques ne peuvent pas fonctionner sans l'existence d'une culture politique suffisamment répandue dans la société qui lui permette d'accepter le débat, l'alternance des partis au pouvoir et la contestation des autorités en place. Et donc, à la fois la division sociale, l'inappropriabilité du pouvoir et l'indétermination du savoir. La séparation du savoir et du pouvoir, dira Claude Lefort. La séparation des sphères de justice, dira Michael Walzer. Ou, si l'on préfère, la séparation du pouvoir, du savoir et de l'avoir.

Mais une autre composante de l'esprit démocratique, qui n'entretient pas nécessairement un rapport clair avec ce qu'on vient de voir, est celle si puissamment mise en lumière par Tocqueville. C'est l'aspiration à l'égalité des conditions, la haine des privilèges. Dans les sociétés démocratiques, expliquait Tocqueville dans *De la démocratie en Amérique*, par-delà les différences de richesses, il règne une égalité imaginaire des conditions. Chacun entend être le semblable et, en ce sens, l'égal de tout autre. Entre les membres de la société démocratique, il ne peut exister aucune différence de nature, seulement de position. Cette aspiration à l'égalité, montrait Tocqueville, agit avec une force aussi irrésistible que celle de la Providence. Une force qui emporte tout sur son passage et à laquelle il est inutile de tenter de résister. Tout au plus doit-on la canaliser.

Parmi toutes ces dimensions de l'idée démocratique, isolons quatre séries de tensions qui sont autant de questions :

- Qu'est-ce qu'un peuple ? Une ou plusieurs ethnies ? Ceux d'en bas ? le corps électoral ? L'ensemble de ceux qui partagent une même religion ou une même vision rationnelle ? Doit-il être réduit aux seuls citoyens éclairés, aux

nationaux, ou élargi aux étrangers qui le rejoignent ?

- Est-il réductible à la somme des individus qui le composent ou bien constitue-t-il un ensemble transcendant par rapport à eux ? Autrement dit, la démocratie consiste-t-elle en l'exercice d'une somme de volontés (ou de libertés) individuelles ou dans celui d'une liberté collective ? C'était la question centrale de Rousseau dans *Le contrat social*.
- L'égalité des conditions doit-elle rester largement imaginaire, principalement symbolique (une sorte de principe régulateur), ou bien doit-elle devenir réelle, dans quelle mesure et dans quels domaines, au risque d'empiéter sur les libertés individuelles ?
- Enfin, la démocratie, est-ce d'abord le règne de l'égalité ou celui de la liberté ? On pourrait montrer que toutes les convulsions sociales et politiques des deux ou trois siècles passés procèdent de l'incertitude sur les réponses à apporter à ces questions. Plus précisément, ils ont été le théâtre d'une oscillation permanente, souvent en miroir, entre les termes opposés, comme dans un mouvement de balancier perpétuel.

Le point médian de ce mouvement de balancier est celui d'un équilibre dynamique entre ouverture et fermeture du peuple, libertés individuelle et liberté collective, liberté et égalité, égalité imaginaire et égalité réelle. La corruption de la démocratie est proportionnelle à l'ampleur du mouvement de balancier qui l'écarte de ce point médian, dans un sens ou dans l'autre. Plus le mouvement est ample et plus la domination des représentants sur les représentés est forte et devient oligarchie, ploutocratie dictature ou totalitarisme.

Je voudrais suggérer ici que ce qui rend notre temps particulièrement difficile à penser, c'est que l'oscillation du balancier entre tous les pôles opposés est désormais de plus en plus rapide <sup>2</sup> et son mouvement de plus en plus ample, si bien que chacun éprouve de plus en plus de mal à trouver son identité et à savoir ce qu'il vaut. Nous aspirons tous à être reconnus, mais ne savons plus par qui ni pourquoi et en quoi. Dans ce désarroi général, la gauche et les idéaux démocratiques et humanistes perdent leurs repères, laissant la place à la déferlante des multiples variantes de la droite extrême. Et la gauche elle-même, symétriquement, éclate en de

---

2 La loi de notre temps est l'accélération, comme l'a si bien montré Hartmut Rosa.

multiples nuances de rouge, de rose ou de vert en lutte les unes contre les autres.

Impossible, bien sûr, de récapituler l'histoire des derniers siècles pour montrer avec quelque détail comment les oppositions et tensions que j'ai identifiées s'y sont déployées. Je procéderai juste à quelques minuscules arrêts sur image pour fixer de manière idéal-typique et particulièrement sommaire quelques moments ou configurations-clés.

### **La démocratie classique**

La démocratie moderne naît en Europe occidentale et aux États-Unis de la tension entre le message chrétien affirmant l'égalité fraternelle de tous les humains et la réalité de pouvoirs despotiques, pourtant légitimés par la même religion, fondés sur l'idée qu'il existe une distance à peu près infranchissable, entre dominants et dominés, entre ceux qui ont le sang bleu et ceux qui ne l'ont pas. Dans les révolutions anglaise, hollandaise, américaine et française, on voit bien un peuple se dresser contre l'ordre monarchique hérité, mais ce qu'il importe de comprendre c'est que ce peuple mettra très longtemps à accéder à la pleine reconnaissance. Jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle en France les élites dominantes, largement rentières, considèrent qu'ouvriers et paysans, même s'ils votent, ne font pas partie de la société. Il faudra du temps pour que le suffrage devienne effectivement universel. Les femmes n'y accèdent en France qu'en 1944. Aujourd'hui encore aux États-Unis un ensemble d'astuces permettent de minorer le poids électoral des minorités pauvres et de couleur. Reste que pendant de larges périodes de temps ce modèle de la démocratie classique parvient plus ou moins à se stabiliser à partir de l'acceptation de la légitimité du conflit structurel entre classes économiques dominantes et dominées, et d'une certaine distance entre égalité de droit et inégalités de fait. Un conflit plus ou moins bien synthétisé et représenté par l'opposition de la droite et de la gauche, censée résumer l'ensemble des dominations exercées et subies. La liberté de la presse et des élections permet d'assurer un certain équilibre entre liberté collective et libertés individuelles même si nous découvrons chaque jour aujourd'hui à quel point celles-ci étaient encore encadrées et bridées par tout un ensemble de normes sociales traditionnelles.

### **Le totalitarisme classique**

La première grande atteinte à ce modèle de la démocratie classique a été celle portée par la montée au vingtième siècle du communisme, du nazisme et du fascisme, responsables à eux trois de cent à deux cents millions de morts. Si je crois utile de les regrouper sous l'étiquette commune du totalitarisme, malgré toutes les différences qui les ont opposés (l'un venant de la gauche, l'autre de la droite, et le troisième d'une gauche retournée en droite), c'est parce qu'ils partagent tout un ensemble de traits communs spécifiques. Comme eux, les dictatures abhorrent et suppriment dans la mesure du possible les libertés dites bourgeoises, mais la grande différence, la différence première entre dictatures et régimes totalitaires, c'est que les premières n'emprisonnent, ne torturent et ne tuent que leurs opposants, là où les régimes totalitaires massacrent des catégories entières de populations non menaçantes pour le pouvoir en place, arbitrairement désignées comme victimes émissaires et expiatoires.

Ces massacres procèdent de « la logique d'une idée », comme l'a bien montré Hannah Arendt, d'un désir de simplification radicale opérée en fonction d'un Grand savoir en surplomb dont le leader charismatique, le Führer, le duce, le génial mécanicien de l'histoire (Staline) ou le Grand timonier (Mao), est la source unique et le détenteur suprême. En lui, ou à travers lui, se conjoignent savoir, avoir et pouvoir. C'est pour procéder à une simplification radicale qui rende l'histoire humaine enfin totalement transparente, qu'on extermine en Russie les restes de l'aristocratie, de la bourgeoisie, les notables, les paysans indépendants (les koulaks) et, bien sûr, tous les opposants réels ou fantasmés et, en Allemagne, les juifs, les tsiganes, les handicapés et... les opposants réels ou fantasmés.

Pour réaliser enfin les promesses de la démocratie, pour atteindre l'égalité réelle et rendre le peuple pleinement souverain, à chaque nouvel échec du projet il faut réduire celui-ci toujours plus. Aux seuls et purs Aryens en Allemagne, au prolétariat en Russie. Et de proche en proche au parti nazi, en Allemagne, au parti communiste en Russie ou en Chine, et en dernière instance à Hitler, Staline ou

Mao Tse Toung<sup>3</sup>. Simultanément, pour réaliser la liberté collective fantasmée d'un peuple imaginaire, réduit à sa plus simple expression, on supprime toutes les libertés individuelles au nom de l'égalité. Il serait possible de résumer en une phrase, la formule centrale du totalitarisme classique : « Le collectif (le collectif indivisé, indivisible) est tout, l'individu n'est rien ».

Notons, pour finir, qu'entre ces diverses formes de totalitarisme s'est opéré un premier mouvement de balancier. Si la révolution bolchévique a d'abord procédé — au nom à la fois de l'égalité et de la liberté —, à un renversement du despotisme tsariste en alliance avec des forces « bourgeoises » vite réduit à néant, c'est pour éviter une victoire du communisme que les bourgeoisies et les élites allemandes et italiennes ont favorisé l'accession au pouvoir d'Hitler et de Mussolini.

### **Le totalitarisme à l'envers**

Hannah Arendt cherchait les origines des passions totalitaires dans le sentiment de désolation créé après la Première Guerre mondiale par la rupture avec la tradition et par l'ébranlement du système des classes, laissant chacun incertain de son identité. Dans *La grande transformation* Karl Polanyi cherchait ces mêmes origines dans le sentiment insupportable d'impuissance et d'incertitude créé par le règne du marché libre, auto-régulé (on dirait aujourd'hui dérégulé et sans entraves), désencasté (*disembedded*) des rapports sociaux. Mais il attribuait, symétriquement, la victoire des démocraties occidentales sur les totalitarismes (rappelons qu'elle s'est jouée à pas grand-chose) à un certain ré-encastement du marché dans les régulations étatiques, à ce qu'il appelait un *contre-mouvement*. Et, de fait, ces régulations, celles impulsées par Roosevelt aux USA ou par le Plan en France, entre autres, ont permis la prospérité des trente glorieuses et l'adhésion des classes laborieuses à la démocratie parlementaire<sup>4</sup>.

À partir des années 80-90 toutefois on assiste à une mutation à la fois insensible (parce que progressive) et radicale. À une sorte de *contre-contre mouvement*. Sous l'égide du néolibéralisme non seulement le marché se désencastre à nouveau du politique, mais la norme marchande ou quasi marchande<sup>5</sup> s'impose dans toutes les sphères de la société. C'est cette dernière qui s'encastre désormais dans le marché. Ce qu'on appelle la globalisation étend cette universalisation de la norme marchande au monde entier et assure le triomphe d'un capitalisme rentier et spéculateur.

Tout cela est bien connu. Ce qui est bien moins perçu, voire pas du tout, c'est que cette ubiquité du marché, aidée et surmultipliée par internet, génère un nouveau type de société, absolument inédit qui, à bien des égards, représente le double inversé des totalitarismes classiques. Elle constitue une sorte de *totalitarisme à l'envers* (qu'il m'arrive aussi d'appeler un parcellitarisme). Ce parcellitarisme reprend certains traits des totalitarismes d'hier, que je n'ai pas le temps de présenter ici (notamment, la haine des intellectuels et le fantasme de la création d'un homme nouveau), mais il inverse radicalement leur formule centrale. Ce n'est plus « le collectif (le collectif indivisé, indivisible) est tout, l'individu n'est rien », mais, au contraire, « l'individu (démultipliable en une infinité d'avatars) est tout, les collectifs ne sont rien que des constructions transitoires ». Tous les collectifs, nations, États, institutions, syndicats, classes sociales, partis, familles aussi, voire les individus eux-mêmes, etc. sont vus comme des artefacts largement nuisibles et tendanciellement à déconstruire pour ne plus laisser place qu'à des individus consommateurs.

Dans le cadre de ce totalitarisme à l'envers il n'existe plus de grand savoir en surplomb, mais une infinité de savoirs précaires, parcellaires et transitoires, qu'il s'agisse des savoirs bien incertains des experts ou des savoirs imaginaires ou fictifs, des *fake news*, qui transitent sur les réseaux sociaux. C'est à chacun sa vérité qui vaut autant ou plus que n'importe quelle autre puisque « c'est mon choix ». Du coup, la perspective d'une liberté collective, d'une capacité des peuples à décider de leur destin,

---

3 Rosa Luxembourg avait parfaitement anticipé et détaillé ce mécanisme de substitution du parti à la classe ouvrière et du secrétaire général du parti au parti lui-même.

4 Moyennant, il est vrai, une sérieuse exploitation du reste de la planète.

5 Celle qui régit le gouvernement par les nombres tel qu'analysé par Alain Supiot, par exemple.

s'évanouit au profit d'une surabondance de libertés individuelles plus ou moins imaginaires. Il n'y a plus de peuple à proprement parler, mais un agrégat de particules élémentaires « mutuellement indifférentes » (pour reprendre une formule de John Rawls dans sa *Théorie de la justice*) qui rechignent de plus en plus à aller voter. À quoi bon voter, en effet, puisque personne ne peut influencer sur le destin commun ? Puisqu'il n'y a plus de liberté collective. Le néolibéralisme peut être vu comme un *contre-mouvement* en réaction au ré-encastrement (*reembedding*) du marché dans l'État.

### **L'ambivalence du totalitarisme à l'envers et les deux normes de justice**

Une des grandes difficultés que nous avons, qu'ont les héritiers de la gauche humaniste et démocratique à se situer face au totalitarisme inversé (et au néolibéralisme), c'est qu'à certains égards, à sa manière, et comme l'avait fait à la sienne le totalitarisme classique, il répond à la promesse démocratique, tandis qu'à d'autres il la rend impossible à satisfaire et la vide de sens. Ou, plutôt, nous assistons simultanément à une extraordinaire montée en puissance, bienvenue, de la demande d'égalité et d'émancipation, et de l'autre, au constat des difficultés qu'elle a à affronter et des dangers qu'elle suscite. C'est que, sur le marché, tous sont égaux par principe. Quoi de plus démocratique, en effet... à condition d'avoir de l'argent ?

Dans le cadre de la démocratie classique, l'émancipation pouvait sembler difficile à obtenir, mais relativement facile à penser. Il s'agissait avant tout de s'émanciper de l'exploitation salariale. Toutes les autres émancipations, s'il en restait à conquérir, suivraient, pensait-on. Mais le combat principal, aujourd'hui, n'est plus tant celui de l'exploitation que de la reconnaissance. Chaque groupe social, chaque individu veut être reconnu comme ayant autant de valeur (voire plus) que les autres. On ne compte plus le nombre de combats irréductibles à la dimension économique de la lutte des classes : celui des femmes pour échapper à la domination masculine, bien sûr. Celui des anciens colonisés ou des victimes du racisme pour accéder à

la pleine dignité. Celui, également, des sexualités refoulées ou interdites. Celui des minorités religieuses ou culturelles, etc. On assiste ainsi à l'apothéose de la dynamique démocratique si bien analysée par Tocqueville. Rien ne doit entraver la revendication de similitude foncière, et donc d'égalité, de tous (et toutes) avec tous. Revendication de l'égalité qui s'étend désormais au monde animal, et, plus généralement au vivant.

Cette revendication générale de l'égalité est, bien sûr, pleinement légitime. Le problème est qu'elle se déploie en grande partie sur le terrain du néolibéralisme. Autrement dit dans le cadre de la représentation non pas d'une démocratie à bâtir collectivement (et si possible à l'échelle du monde), mais d'une démocratie soluble dans le marché et uniquement pourvoyeuse de droits. Non pas d'une démocratie à laquelle on doit donner ou se donner, mais, au contraire, d'une démocratie dont on se sent en droit de recevoir<sup>6</sup>. Une démocratie dont on exige de recevoir. Une *démocratie sans démocrates*, en somme<sup>7</sup>. C'est que chacun se sent victime et exige son dû de reconnaissance en tant que semblable à tous et toutes.

De cet éclatement de la société induit par le parcellitarisme nous avons de multiples symptômes et nous disposons de multiples analyses, par exemple celles de Jérôme Fourquet sur l'archipélisation de la société française. Mais je voudrais ici m'attarder un instant sur une discussion qui s'est tenue chez les convivialistes entre deux des meilleurs sociologues français, tous deux disciples d'Alain Touraine : François Dubet et Farhad Khosrokhavar. Cette discussion est particulièrement représentative, je crois, de l'ambivalence du totalitarisme à l'envers.

Dans son dernier livre, *Tous égaux, tous singuliers*<sup>8</sup>, François Dubet montre comment la représentation dominante de la justice a changé en profondeur depuis quelques décennies. Durant les Trente glorieuses, et un peu après encore, on pensait que la justice supposait une certaine *égalité des positions sociales* (des conditions aurait dit

---

6 De la même manière qu'on bénéficie gratuitement de l'accès à internet et aux réseaux sociaux sans trop vouloir voir et savoir que cet accès contribue à chaque fois au renforcement du « capitalisme de surveillance ».

7 Titre d'un livre de Ghassam Salamé.

8 Seuil, 2022.

Tocqueville), et notamment des positions économiques. Or l'idéal de justice est désormais celui de *l'égalité des chances*. On ne remet pas en cause les inégalités existantes, mais on pense que chacun devrait avoir le droit au succès selon son mérite. Mais comme tout le monde ne peut pas arriver au sommet, bien évidemment, tous se sentent discriminés et méprisés. « Les minorités, écrit Dubet, sont méprisées, les travailleurs sont méprisés, les étudiants sont méprisés, les artistes sont méprisés, les ménagères sont méprisées, les malades sont méprisés, les usagers des services sociaux et des administrations sont méprisés. Par extension, les professionnels qui s'occupent des élèves, des malades et des pauvres, se sentent eux aussi invisibles et méprisés » (p 148)

Un auteur américain, Larry Temkin distingue ainsi plus de quarante inégalités susceptibles de nous définir. « Imaginons, nous dit Dubet, que nous puissions croiser cinq strates de revenu multipliées par deux en fonction des sexes et par trois en fonction des origines [...]. Imaginons que les trente ensembles ainsi définis soient croisés avec dix critères d'inégalités seulement, nous pourrions situer les individus dans quelques centaines de cases » (p. 101). Disons un bon millier au moins, si on retient quarante inégalités, un bon millier de raisons de se sentir discriminé, invisibilisé, méprisé et maltraité. Autant de raisons de haine qui vont trouver à s'assouvir sur les réseaux sociaux.

F. Khosrokhavar, pour sa part, reproche à Dubet de surestimer l'émiettement des sentiments d'injustice, de trop se fixer sur les subjectivités individuelles, et, du coup, de ne pas accorder assez de poids aux discriminations objectives et massives qui existent, pas plus d'une dizaine selon lui celles contre lesquelles il faut lutter. Par exemple, celles subies par les femmes, les Arabes, les Noirs, etc. Il soupçonne Dubet d'être trop nostalgique de la société industrielle d'après-guerre, voire de la nation. Mais le souci premier de Dubet est en réalité de savoir comment recréer de la solidarité dans une société aussi fragmentée. Il faudrait pour cela selon lui, formuler une nouvelle théorie de la justice qui prenne en compte tant le souci de l'égalité des positions que celui de l'égalité des chances. Il est clair, en effet, que l'idéal d'égalité des chances est

tout bonnement impossible à atteindre s'il n'existe pas une certaine égalité des positions <sup>9</sup>.

Reprenons. Nous assistons à l'approfondissement, à la radicalisation et à la généralisation de la dynamique démocratique d'égalisation des conditions si bien analysée et anticipée par Tocqueville, mais le fait qu'elles se déploient dans le cadre du parcellitarisme néolibéral qui fragmente toutes les luttes, les fragilise. On ne peut que se réjouir de voir enfin reconnue l'égalité de principe des hommes et des femmes, des anciens colonisés et de leurs colonisateurs, des diverses cultures ou religions, que soient dénoncés le racisme, le machisme et le virilisme, et acceptée la pluralité des sexualités légitimes, etc. Un problème survient toutefois lorsque ces combats entrent en conflit les uns avec les autres, et, plus encore, lorsque chacune de ces causes se fragmente elle-même en de multiples variantes qui se combattent, comme on le voit de plus en plus, par exemple au sein, du féminisme ou du mouvement LGBTQ. Ou encore dans la tension entre le mouvement LGBTQ et les luttes antiracistes, post ou décoloniales.

Ces conflits et ces surenchères à la victimisation <sup>10</sup>, sous couvert de mieux servir la cause première, commune, le féminisme, l'antiracisme, la décolonisation, etc., la font parfois avancer, mais à terme et de plus en plus souvent les desservent en alimentant le vertigineux retour de manivelle, le *backlash* auquel nous assistons actuellement avec, par exemple, l'interdiction de l'avortement dans de nombreux États des États-Unis ou le déferlement de tweets masculinistes sur le web.

### **Le paradoxe de la montée en puissance de l'extrême droite**

Revenons maintenant à notre point de départ : les raisons de la montée en puissance de la droite extrême un peu partout dans le monde. En notant, pour commencer, un premier paradoxe parfaitement mis en lumière par Michael Walzer dans *The Paradox of Liberation*. Celui-ci observe que les guerres de libération se sont menées au XX<sup>e</sup> siècle au nom de valeurs laïques et radicalement démocratiques, mais qu'elles ont débouché au bout

---

<sup>9</sup> Je résume ici ma présentation de cette discussion in « Introuvable justice », *La Revue du MAUSS semestrielle* n°60, 2<sup>e</sup> semestre 2022.

<sup>10</sup> Concurrence des victimes qui va de pair avec une concurrence des transgressions.

du compte sur la restauration, voire l'exacerbation des pouvoirs religieux. Il le montre sur les cas de l'Algérie, de l'Inde et d'Israël, mais on pourrait le faire voir sur bien d'autres exemples l'Égypte, l'Irak ou l'Indonésie, etc. À chaque fois, les peuples résistent à une vague modernisatrice trop rapide et ambitieuse qui déclenche « le ressentiment des gens ordinaires... contre les élites modernisatrices, avec leurs idées venues de l'étranger, leurs attitudes méprisantes et leurs grands projets »<sup>11</sup>. Ce ressentiment s'explique en partie comme une réaction en miroir à la fois à l'approfondissement et à la radicalisation de la révolution démocratique en cours qui balaie les valeurs établies, et donc les identités qui d'étaient érigées à partir d'elles. Un peu à la manière dont le nazisme s'est construit en réaction au communisme, à la fois pour lutter contre lui, mais en en lui empruntant certains traits.

Autant pour la dimension sociétale du processus. Mais ici il faut faire intervenir à nouveau l'économie. Le totalitarisme à l'envers (le parcellitarisme si l'on préfère) génère un sentiment de *panique identitaire généralisée*. Mais ce dernier est également causé et amplifié par la *panique économique* qui touche à peu près toutes les catégories de population désormais, tant dans les classes populaires que moyennes qui voient leur niveau de vie se dégrader année après année. Dans cette chute en cascade, chacun s'accroche à ce qu'il peut et réaffirme son statut en dénonçant les couches inférieures vues comme autant de boucs émissaires : les pauvres, les très pauvres, les chômeurs, les assistés, les migrants, les « races » ou les religions non autochtones, etc.

Le second paradoxe, c'est que la lutte contre l'explosion des inégalités économiques devrait profiter à la gauche dont c'est en quelque sorte le cœur de métier. Or, c'est tout le contraire qui se produit. Non seulement elle n'a pas su lutter contre l'hégémonie du néo-libéralisme, mais elle a contribué à son triomphe. Impuissante à s'opposer au règne du capitalisme rentier et spéculatif (quand elle ne s'est pas laissée acheter par lui), elle a surenchéri sur les luttes sociétales en les décrédibilisant du même coup puisqu'elles sont apparues à la fois comme le symbole et comme la contrepartie de l'abandon de la lutte contre la montée des inégalités.

Mais la seconde dimension du paradoxe c'est que pour lutter contre les inégalités et la dégradation des conditions de vie induites par le capitalisme rentier et spéculatif, les peuples votent de plus en plus pour des personnages qui en sont au contraire l'incarnation et comme la caricature. Des personnages qui savent gagner de l'argent et qui se moquent ouvertement de la morale. Des personnages qui font voler en éclats, justement, toutes les censures morales pour laisser cours, dirait Freud, au déchaînement des processus primaires, à la libération des pulsions les plus basiques. Des personnages qui incarnent l'aspiration à la décivilisation, dirait Edgar Morin. : Berlusconi hier, Duterte, Trump ou Bolsonaro aujourd'hui. Ces nouveaux leaders ne se présentent en rien comme les détenteurs d'un grand savoir, à la différence de Staline, Hitler ou Mao. Ni du petit savoir des experts (comme un Mario Draghi). Ils instaurent ce que Christian Salmon a très justement appelé, à la suite de Michel Foucault, une *tyrannie des bouffons*. À leur manière ils réagissent au désencastrement des marchés qui, selon Polanyi, avait donné naissance aux totalitarismes classiques, mais ils ne proposent pas un ré-encastrement dans les régulations étatiques, ce que Polanyi avait caractérisé comme un contre-mouvement. Bien au contraire, en jouant sur l'idée de l'égalité des chances pour un peuple débarrassé de ses parasites ils visent à accentuer la libération du marché, au mépris de toutes les règles, mais en proposant un ré-encastrement imaginaire dans des valeurs traditionnelles plus ou moins fantasmées. *Grosso modo* : travail, famille, patrie.

Ils réalisent ainsi l'alliance paradoxale (mais qu'on voyait déjà chez les penseurs du néolibéralisme, Hayek par exemple) entre un néolibéralisme qui est par principe cosmopolite et un nationalisme qui rappelle les meilleures heures du fascisme. Une réaction néolibérale, en somme, au néolibéralisme. *Un contre -contre-contre mouvement* ! Mais parler de nationalisme soulève immédiatement la question des rapports à la mondialisation en cours, la question géostratégique.

### **La dimension mondiale**

Jusqu'ici j'ai raisonné à l'échelle des États et des pays. Or, nous savons bien que les problèmes les plus aigus se posent désormais clairement à l'échelle mondiale, à commencer par ceux de

---

<sup>11</sup> Michael Walzer, *The Paradox of Liberation. Secular Revolutions and Religious Counterrevolutions*, Yale University Press, 2015, p 27.



l'environnement et du réchauffement climatique, d'une part, par ceux des migrations, de l'autre. Par la rivalité entre États et religions, ensuite. La double panique induite par le néolibéralisme et par la dissolution des collectifs, la panique économique et identitaire<sup>12</sup>, ne joue pas seulement pour les individus. Elle concerne tout autant les États et les religions. Chacun tente de regagner une grandeur nationale ou impériale passée. Ou d'en acquérir une.

Impossible, ici, ne serait-ce que d'esquisser une typologie des régimes qui s'affrontent sur la scène mondiale. Retenons seulement que ce qu'il subsiste d'institutions et d'esprit démocratiques ici ou là se heurte partout à des régimes de plus en plus dictatoriaux et autoritaires, que ceux-ci soient impulsés, dans les pays de tradition démocratique, par la réaction, par le contre-contre-mouvement au totalitarisme à l'envers ou que, comme en Russie ou en Chine, ils se coulent dans la tradition des totalitarismes classiques. Qu'elle vienne de la droite ou de la gauche, c'est une extrême droite néofascisante qui a désormais le vent en poupe<sup>13</sup>. À quoi il faut ajouter l'apparition depuis vingt ans d'une nouvelle forme de totalitarisme classique avec l'islamisme radical qui gagne de plus en plus de terrain en Afrique et dans le monde, ce qui complique singulièrement l'adhésion des musulmans aux valeurs démocratiques, que ce soit dans les pays de tradition musulmane ou en occident.

La domination de l'extrême droite se traduit par le refus de prendre effectivement en compte les questions environnementales, et par une lutte acharnée contre l'immigration. Avec la haine des SJW, des *social justice warriors* (des combattants de la justice sociale) et des droits de l'homme, cette haine des migrants et la quête d'une pureté ethnique imaginaire constituent l'autre noyau dur de l'extrême-droite par-delà toutes ses variantes possibles.

---

12 Paniques auxquelles vient se surajouter la panique écologique.

13 Mais la Chine renoue de plus en plus avec le totalitarisme classique en réintroduisant le culte de la personnalité de Xi Jinping. La grande différence étant que ce néo-totalitarisme ne se déploie pas contre le marché, comme c'était le cas pour Staline ou Tsé Toung, mais avec lui et par lui. Impossible ici, dans ce mouvement de balancier frénétique, de distinguer entre ce qui vient de l'extrême gauche ou de l'extrême droite. Toutes ces catégories volent en éclats. La Russie qui prétend combattre le nazisme en Ukraine s'apparente plus au fascisme qu'à un quelconque communisme. Cela étant, dans ce dernier cas comme dans d'autres, la réalité toute prosaïque qui se cache derrière les mots d'ordre et les proclamations est la domination par, la terreur d'un groupe de criminels. On se rappelle la définition de l'Etat par Lénine : « un groupe d'hommes armés ». Elle devient atrocement vraie.

14 On suivra donc Corine Pelluchon, cosignataire du *Second manifeste convivialiste*, lorsqu'elle propose de réinventer les Lumières. Elle écrit ainsi, par exemple : « La critique des Lumières menée par le multiculturalisme et le féminisme est radicale en ce qu'elle oppose le particularisme à l'universalisme, mais elle s'est faite au nom des principes de liberté et d'égalité en dignité de chaque personne et, en ce sens, pour le compte des Lumières », *Les Lumières à l'âge du vivant*, Seuil, Points Essais, 2022, p 24.

## Conclusion

On le voit, l'avenir des valeurs humanistes et démocratiques ne s'annonce pas brillant. Elles ne triompheront pas aisément, loin d'en faut. Pour qu'elles aient une chance, la condition *sine qua non* est de les rendre attractives, autrement dit de montrer à l'échelle mondiale qu'il est effectivement possible d'atteindre une prospérité sans croissance indéfinie du PIB en surmontant le néolibéralisme et le totalitarisme à l'envers. N'oublions pas, en effet, que partout dans le monde, malgré tout, c'est toujours au nom des valeurs démocratiques que les peuples se soulèvent, au nom de la liberté d'opinion et de vote, de la protection contre l'arbitraire. L'occident a discrédité la démocratie qu'il professe en voulant l'imposer par la force, par la colonisation et la prédation. Il lui reste à se réinventer en mettant ses actes en accord avec ses paroles.

Le rôle d'une gauche renouvelée d'une post-gauche, si l'on veut, sera de porter cette réinvention de la démocratie par elle-même. Pour mener à bien l'indispensable lutte écologique, elle ne pourra pas compter sur la seule « classe écologique » évoquée par Bruno Latour, à supposer que celle-ci existe. Il lui faudra savoir parler à tous ceux qui souffrent de l'hégémonie néolibérale, de la domination du capitalisme rentier et spéculatif. Peut-être pas les 99 % évoqués par David Graeber, mais disons les 80 ou 90 %. Il y a parmi eux, outre toutes les couches populaires, beaucoup de cadres dirigeants et de chefs d'entreprise, et, plus encore, leurs enfants. Il lui faudra aussi tirer les leçons de l'histoire, savoir comment naviguer entre les Charybde et Sylla des totalitarismes classiques et du totalitarisme à l'envers. Porter les processus d'émancipation en cours, mais les mener à bon port sans enclencher un climat de guerre civile en basculant d'un extrême à l'autre dans les tensions constitutives de l'idéal démocratique<sup>14</sup>.

Cela implique, selon toute vraisemblance de parvenir à concilier les deux normes de justice distinguées par François Dubet : l'égalité des positions et l'égalité des chances. Comment ? Sans doute en respectant trois principes :

- Tenons donc pour non recevables a priori les revendications issues de l'hégémonie du néolibéralisme et dont la satisfaction n'aboutirait qu'à la renforcer.
- Pour non recevables en principe également les revendications issues de sous-groupes de statut qui mettraient en danger les revendications du groupe de statut englobant (par exemple les revendications de sous-groupes féministes qui compromettraient l'aspiration de l'ensemble des femmes à une égalité de statut et de position sociale avec les hommes). Il y a là l'équivalent de ce que Rawls appelait un ordre lexical à respecter.
- Posons enfin que sont légitimes les demandes d'égalité de position (sous réserve du principe de différence rawlsien) qui ne mettent pas en péril l'égalité des chances. Et réciproquement<sup>15</sup>. On voit mal comment une telle conciliation pourrait s'opérer sans une lutte intraitable contre l'explosion exponentielle des inégalités.

En menant une telle lutte contre les inégalités, la post-gauche renouerait avec sa mission première. Mais un des seuls moyens pour elle de le faire et de retrouver le peuple qui a déserté ses rivages, le seul peut-être, sera de ne pas apparaître comme donneuse de leçons, comme détentrice d'un savoir à apporter au peuple, mais, au contraire, de se mettre à l'écoute de celui-ci (ce qui ne veut pas dire se plier à ses moindres volontés). Et, pour ma part, je ne vois pas de meilleure formule que celle qui consiste à recueillir des cahiers de doléances et d'espérance (que je préfère appeler des Cahiers d'avenir partagé), à les synthétiser et à en retenir les leçons.

## ANNEXE

### Vers des états généraux citoyens permanents

#### Rédiger des Cahiers d'avenir partagé

Nous le pressentons tous, nous sommes à la veille de bouleversements d'une ampleur au moins aussi grande que la Révolution de 1789. À nous de veiller à ce qu'ils se déroulent le plus pacifiquement possible, nationalement et internationalement. Pour cela, il nous faut organiser quelque chose d'équivalent à la rédaction des cahiers de doléances et à la tenue des états généraux de 1789. Impossible pour cela de compter sur un gouvernement, quel qu'il soit. On a vu ce qu'Emmanuel Macron a fait de la convention pour le climat qu'il avait convoquée et des cahiers de doléances qu'il avait fait rédiger suite à la crise des gilets jaunes : rien. Impossible aussi de compter sur les partis politiques, jugés trop partisans et insuffisamment représentatifs.

C'est donc à un regroupement de réseaux de la société civile (des réseaux de bonne volonté citoyenne) qu'il revient d'impulser le processus. Mais il n'appellera pas les Françaises et les Français à rédiger des cahiers de doléances (à qui se plaindre ? Il n'y a plus de roi...), mais plutôt des *cahiers d'avenir partagé* qui exposeront ce qui s'invente déjà un peu partout de la nouvelle société à venir et les obstacles qu'il reste à lever.

Pour qu'un tel travail de réflexion et d'inventivité collectives fasse sens et qu'il mobilise le plus de participants possibles — de tous bords, de tous lieux et de toutes professions —, il est indispensable que ceux qui l'organisent ne puissent pas être soupçonnés de rouler pour telle ou telle écurie politique ou idéologique ni de favoriser des intérêts financiers ou commerciaux. Leur attitude ne pourra être que celle d'une neutralité bienveillante, même s'il est clair que de ce travail d'introspection collective il ressortira tout un ensemble de conclusions politiques qu'il appartiendra aux partis de prendre en compte.

*Comment pourra fonctionner un tel processus, d'une ampleur considérable ?*

Il ne peut pas être question de mettre en place une liste de discussion ouverte à 60 millions de personnes sur laquelle tout un chacun exposerait en permanence ses états d'âme. C'est à des collectifs, associations, collectivités locales ou territoriales, etc. qu'il faut demander de s'exprimer, charge à eux d'organiser la discussion et la réflexion en leur sein. Le risque, évidemment, serait d'aboutir ainsi à de

---

<sup>15</sup> Pour le dire dans le langage de Nancy Fraser, dans sa discussion avec Axel Honneth, il s'agit de faire droit aux exigences de la redistribution aussi longtemps qu'elles n'empiètent pas sur les exigences de la reconnaissance. Et réciproquement

multiples catalogues de propositions plus ou moins incompatibles entre elles, insusceptibles d'être financées, ou irréalistes au regard des contraintes économiques, climatiques, géostratégiques, politiques ou autres. Pour y parer, il sera nécessaire de procéder en permanence à un travail de *synthèse évolutive*.

Dans la première phase il sera demandé aux collectifs qui auront accepté de s'investir dans cette démarche d'essayer de proposer **une** ou au maximum **deux mesures** qu'elles jugeront *basculantes*, autrement dit une ou deux mesures préalables à toutes les autres mesures susceptibles de remédier aux dysfonctionnements existants dans leur secteur de vie ou d'activité, et de contribuer à l'invention d'une société plus harmonieuse et vivable. Chaque mesure présentée devra être assortie d'une évaluation de son coût probable <sup>16</sup>.

La ou les deux mesures présentées en une ou deux pages au maximum <sup>17</sup>, seront envoyées aux coordinateurs. Le rôle de ceux-ci sera :

- De confronter les réponses des uns et des autres ;
- De leur proposer une synthèse ou un compromis possible entre propositions divergentes ;
- De recevoir les nouvelles réponses à cette synthèse provisoire, etc. jusqu'à obtention d'un consensus par recoupement ou jusqu'à un constat explicite d'une ligne de fracture insurmontable.

Symétriquement, les coordinateurs porteront à la connaissance de toutes les parties prenantes engagées dans cette démarche des propositions d'intérêt général (par exemple sur le réchauffement climatique, sur la sécurité, sur la fiscalité, sur l'immigration, sur l'entreprise, sur l'Europe, sur le nucléaire, etc.) et leur demanderont d'y réagir si elles le souhaitent. Là aussi sera enclenché un processus de synthèse évolutive.

Le rôle des coordinateurs sera également de communiquer en permanence pour faire connaître la démarche en cours et son état d'avancement de manière à ce que de plus en plus de gens (et de jeunes si possible) s'y intéressent. C'est en ce sens qu'il est possible de parler d'*états généraux citoyens permanents*.

À échéance de deux ans, le processus débouchera sur une ou plusieurs synthèses des multiples synthèses qui auront été opérées. La synthèse générale mettra en lumière dix à vingt mesures phares <sup>18</sup>, dont il pourra légitimement être dit qu'elles résultent non seulement de la consultation, mais de la réflexion collective de tout un peuple.

Aux partis politiques, ensuite, d'en tirer les conclusions qui s'imposeront.

**Alain Caillé est professeur de sociologie et directeur de la Revue du MAUSS.**

Le texte avait été publié dans [Le Journal du MAUSS](#), 5 novembre 2022

---

16 S'il est présenté deux mesures, il sera bon qu'au moins une d'entre elles puisse être adoptée sans nécessiter de financements supplémentaires à ceux qui existent déjà.

17 Quitte à ce que des annexes soient jointes.

18 Celles qui ne seront pas ainsi mises en avant seront évidemment mises à la disposition de toute personne souhaitant en prendre connaissance.